

L'après-corona ou le temps retrouvé.

Par Claude Chancel, vice-président de l'Institut géopolitique et culturel Jacques Cartier de Poitiers, 23 mars 2020

1-- En ce printemps 2020, nous sommes terrassés et nous comptons les disparus de notre grande famille humaine. En dépit de la douleur et de l'inquiétude, nous sommes encore vaillants, avec un minimum de sang froid, guidés par de belles personnes, de toutes professions, qui risquent leur vie pour sauver les nôtres ou qui cherchent simplement des solutions pour vivre mieux demain et partager davantage.

Venu de l'Orient, comme jadis les grandes pandémies (*la peste ou la grippe espagnole*), le coronavirus est notre plus grand défi qui, si nous l'emportons, nous oblige à tout reconsidérer. Car, il n'y a que deux hypothèses : ou c'est le début de la fin de l'humanité, (*hypothèse que l'on ne peut exclure*), ou il y aura une sortie à cette terrible épreuve.

Alors, la plupart des nations devront, en collaborant, adopter de nouvelles façons de vivre, plus sobres, plus sages, plus humaines, plus apaisées, dans un processus de réconciliation de l'homme avec lui-même, avec ses semblables et avec la nature.

Personne n'avait prévu une catastrophe d'une telle ampleur sanitaire, économique et sociale, sauf, bien entendu, les éternels imposteurs...

Mais, sur quelle tendance étions-nous embarqués, à titre individuel ou collectif ?

Incontestablement, et à toute vitesse non contrôlée, sur la quête de la puissance, d'où le **ranking** (*la volonté d'être premier à tout prix*) et le **rating** (*la notation de chacun à tout instant*) dont les résultats sont affichés en permanence par la révolution de l'image. Images encore accélérées par l'hyper-mobilité qu'offre la révolution des transports (*jet, conteneurs et net*), 24 heures sur 24, au détriment de l'intimité et du repos respectueux de la personne humaine désormais exposée, quand elle n'est pas harcelée, en permanence, à une myriade d'agressions, au nom de la loi du marché.

Nous pensons tous, maintenant, qu'il y aura un après-corona, une rupture, ou plusieurs, dans notre ligne de parcours. D'abord, notre vie étant fragile, quasiment miraculeuse, comment lui donner un sens ? Beaucoup ont le sentiment de valeurs perdues, désertées, sous l'effet d'un « **capitalisme-vautour** », celui de la loi du plus fort, sans régulation véritable, prédateur au détriment d'une nature qui n'en peut mais, et destructeur d'une partie importante de l'humanité.

D'abandons en renoncements, les idéaux qui avaient permis, en 1945, la victoire sur la barbarie, ont été désertés : démocratie, méritocratie, sécurité sociale, stabilité et accroissement des classes moyennes, Qui rêve encore à la façon de Beveridge : « **du travail pour tous dans une société plus juste** » ?

2-- Des nécessaires périodes de confinement, cruellement endeuillées, devraient apparaître de nouvelles propositions pour réagir :

D'abord le renouvellement de la question sociale. La mondialisation a montré ses limites en donnant la priorité absolue à la compression des coûts.

Elle ne fut pas heureuse pour tout le monde, puisqu'elle signifie que le capitalisme mondialisé a toujours besoin de plus pauvres que soi, pauvres dont le dur labeur est sous-payé (*alors que nous pensions que tout travail mérite salaire*). Bien entendu, cela renforce toutes les inégalités déjà présentes et les accentue même, au sein des pays et entre eux.

Enfin, ces chaînes de valeur, de création de richesses, ont créé des dépendances aussi insupportables que dramatiques comme il est remarqué dans le cas des principes actifs de médicaments, des pièces électroniques, des masques...

La France a été désindustrialisée et ses classes moyennes, paupérisées au profit de la Chine « **usine du monde** », elle-même très inégale, ou d'autres pays.

Il est loin, le temps des trente glorieuses où la devise de la JOC (*Jeunesse Ouvrière Chrétienne*) proclamait avec fierté « **qu'un jeune travailleur vaut tout l'or du monde** » !

La question du modèle économique est posée, bien sûr.

Le libéralisme triomphant de Ronald Reagan, et de Margaret Thatcher ont porté des coups sévères à l'état-providence, en particulier dans les domaines, pourtant fondamentaux, de la santé et de l'éducation. Il a préféré la Bourse à la vie, comme en témoignent Wall Street et la City qui ont, finalement, préféré faire de l'argent avec de l'argent (*des autres*), plutôt que d'investir dans l'usine nouvelle et la recherche.

N'a-t-on pas constaté le grand écart entre l'économie réelle et la « **sphère financière** » dont les spéculations ont débouché, en 2007-2008 sur la désastreuse crise des « **subprimes** » ?

Ensuite, la question écolo-climatique. La géographie, c'est l'homme et la nature.

L'Antiquité en réfère souvent aux cultes de la terre-mère, symbole de la fertilité et de la fécondité. À l'époque contemporaine, bien des chercheurs ont constaté l'épuisement des ressources énergétiques fossiles, de nombreux minerais et des sols eux-mêmes, ainsi que la menace qui pèse sur bien des espèces végétales et animales.

- D'où la valorisation de l'énergie renouvelable, soleil et vent, sans que les nouveaux problèmes qu'elle pose ne soient encore résolus, en particulier ceux du stockage.
- D'où, aussi, l'intérêt d'une économie circulaire, celle qui recycle déjà plus de 80% du verre.
- D'où, encore, celui pour l'agro-écologie, insuffisamment adoptée, alors que c'est possible.
- D'où, enfin, l'intérêt nouveau pour le risque de disparition d'animaux et de végétaux, alors que nous-mêmes, faisons partie du monde du vivant.

La nature peut être violente mais elle peut aussi être très généreuse, sublimée par le travail des hommes, à condition qu'ils ne la détruisent pas d'abord, ce qui a été trop souvent réalisé.

Combien la terre peut-elle tolérer d'hommes pouvant y vivre dignement ?

C'est là qu'intervient le questionnement démographique, occulté de façon dramatique.

Combien d'hommes ? La démographie est une question centrale, car, si l'interlocuteur prône plus de croissance d'hommes en nombre, on le soupçonne très vite de masquer, dans l'intérêt de tel ou tel, une volonté de puissance prometteuse d'agression. Si, au contraire, il prône le ralentissement, il est accusé de malthusianisme au profit de quelques-uns seulement.

S'« **il n'est de richesses que d'hommes** », l'idéal est le plus grand nombre dotés du plus haut niveau de vie possible. La problématique est le vieillissement des pays riches et de la Chine qui contraste avec l'explosion démographique du subcontinent indien, envahi par lui-même, ainsi que de l'Afrique sub-sahélienne qui devrait, en quelques décennies, passer de un à deux milliards d'être humains... dont beaucoup, désespérés par la misère, seront tentés de s'expatrier en prenant tous les risques.

« **Si la richesse ne va pas aux hommes, les hommes vont à la richesse** », soulignait Alfred Sauvy, grand démographe du XXème siècle...

La question du don de la vie est délicate. Ce n'est pas une raison pour ne pas l'évoquer, surtout pour l'enfant à venir qui n'a rien choisi et qui a droit à une vie pleine et épanouie...

3-- Tout va changer : quoi et comment ?

Le capitalisme mondialisé, qui devient un capitalisme numérisé, est source de déstabilisations violentes et d'inégalités insupportables comme le prouvent les crises actuelles, qui se rapprochent, ainsi que d'incontestables statistiques.

Si la mondialisation existe depuis longtemps, la globalisation, sous sa forme actuelle, est refusée par beaucoup, qui demandent, avec force, le renforcement du rôle de l'Etat, seul capable d'imposer l'intérêt général.

Ses fonctions régaliennes lui font un devoir de faire en sorte que sa population soit nourrie, éduquée, soignée et protégée à l'intérieur (*police et gendarmerie*) et vis-vis de toute agression extérieure (*forces armées*).

Il doit, en outre, faciliter la fabrication et l'invention de biens utiles à la nation et veiller sur l'irremplaçable entrepreneur. La France n'est-elle pas le pays de Sully, de Colbert (*manufactures*), des compagnons du Tour de France et de Pasteur, entre autres ?

Beaucoup de citoyens français ont ressenti comme une quasi-trahison la désindustrialisation du pays qui a débouché sur un chômage de masse, une paupérisation de nombreuses familles et des déséquilibres territoriaux (métropoles trop pleines et campagnes trop vides, (*thème de la France en archipel*)).

Ce sentiment de trahison, renforcé par un sentiment d'abandon, a débouché sur une « **société de défiance** » qui disgracie la politique au moment où elle devrait, sans tarder, créer les grands chantiers de l'avenir.

Les Français exigent la relocalisation de beaucoup d'industries, ainsi qu'une nourriture de proximité qui fait vivre leurs voisins de pays, ainsi que des services également répartis et diffusés dans l'intérêt de tous (*problème des zones blanches*).

La pandémie a révélé ceux du « **background** » : routiers, éboueurs, caissières, aides-soignantes, employés des pompes funèbres, aux salaires indécentes qui ne correspondent pas aux services rendus.

Attention à l'écart entre ouvriers, employés et cadres. Le monde se retrouve, comme hier, avec des « **having** » et des « **having not** » prêts à se révolter dans un monde de grande violence à venir. Tous devraient apprendre à apprécier ce dont ils disposent.

« **La société de consommation ne rend pas heureux** » soulignait Jean-Paul II, tandis que le grand Dostoïevski soulignait que « **l'argent, c'est de la liberté frappée** » ! Où est la juste mesure dans notre monde frappé, justement, par l'hybris, la démesure inhumaine ?

L'Europe, rêve de paix et de prospérité pour beaucoup, est un échec, comme le prouvent le départ de l'Angleterre, les provocations de certains pays de l'est, l'immobilisme des pays du nord face aux difficultés de ceux du sud, l'absence de politique industrielle et de défense, l'abandon d'une véritable politique agricole, l'absence d'une politique de santé publique.

Mais il y a eu plus grave : la ratification du Traité de Lisbonne, en 2005, contre l'avis de 55% de Français qui avaient voté contre, d'où le procès d'une Europe plus technocratique que démocratique.

L'Europe risque-t-elle une sortie de l'histoire ? Elle s'est laissée surprendre par l'éloignement, pour ne pas dire, l'hostilité de l'Amérique de la présidence Trump (*et de ses prédécesseurs*). Elle est longtemps restée plus ouverte qu'ouverte au commerce international, particulièrement vis-à-vis d'une Chine dont elle n'a pas exigé la réciprocité sur ce plan essentiel. L'interdépendance à ce niveau est une dépendance.

Le dur prix payé aujourd'hui est la montée des populismes, facilitée par la tyrannie des images et des réseaux sociaux. Ils devront faire place à un souverainisme de bon aloi, ce qui engage la responsabilité des dirigeants actuels.

Le grave problème qui se pose est la non-protection des données personnelles.

Ce rapprochement de la vie publique et de la vie privée est promesse d'esclavage et de tyrannie, domaine où la Chine a une longueur d'avance et où se joue la suprématie mondiale (*dans un monde post-américain ?*).

De surcroît, l'homme est-il fait pour être le consultant permanent d'écrans de tous formats (*addiction aliénante et déshumanisante, favorisée par un lâche anonymat et qui n'est pas maîtrisée*).

Tout cela, en effet, a une résonance géopolitique.

Quid de la Russie, européenne, mais eurasiatique aussi ? La montée en puissance des empires (*où l'on est un sujet*) est menaçante pour les démocraties où l'on est citoyen.

Chine et Amérique, Inde et Russie sont encore engoncées dans la course à la puissance qui anéantit un Moyen-Orient et une Afrique perclus de fractures...

Est-il trop tard pour que l'Europe se réapproprie la révolution numérique ?

Est-il trop tard pour que ses ressortissants vivent pour « **être plus** » et non dans un « **paraître** » qui privilégie, dans sa perversité, l'individualisme. Un individualisme qui tourne le dos aux valeurs collectives faites d'empathie et de générosité.

Il faut quitter, souligne Hubert Védrine, le monde de l'impréparation, des multi dépendances, de l'insécurité financière, de l'irresponsabilité écologique. Il s'agit, désormais, de faire mieux avec moins, car « **nous ne possédons pas la terre, nous l'empruntons à nos enfants** ».

Faire mieux, en y payant le prix du temps humain, du travail bien fait, dans un monde de patries qui fraternisent dans le temps retrouvé...

Claude CHANCEL